



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Tout-un-echafaudage>

Tout un échafaudage

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1088 - juin 2008 -

Date de mise en ligne : lundi 30 juin 2008

Description :

Pour Christian Aubin, l'idéologie dominante ne s'impose pas par hasard, elle résulte visiblement d'une volonté concertée qui consiste d'abord à préparer les esprits, puis à déconstruire pour pouvoir imposer une autre construction.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'idéologie dominante ne s'impose pas par hasard, elle résulte visiblement d'une volonté concertée qui consiste d'abord à préparer les esprits, puis à déconstruire pour pouvoir imposer une autre construction. En effet, quand les esprits sont bien conditionnés et que tout est dégradé, la "modernisation" peut se faire à très grande vitesse :

D'abord préparer les esprits

Jamie Morgan est "observateur du langage économique". En étudiant la façon dont ont été notées 400 copies d'examen portant sur l'économie du commerce international, il y a relevé certaines expressions particulièrement bien appréciées des correcteurs. Il les cite dans un ouvrage paru en Angleterre et traduit en français par Paul Gignac sous le titre *Le monde à l'envers de l'économie néo-libérale*. Par exemple, les réponses "correctes" comprenaient des déclarations du type « les syndicats faussent le jeu du marché » ou bien : « l'utilisation par les nations les plus pauvres d'arguments protectionnistes contre l'emploi des enfants dans l'industrie sape l'efficacité de la concurrence mondiale ».

Les futurs acteurs du commerce international ayant ainsi appris que « les droits des travailleurs sont nuisibles » et que « le moindre coût est meilleur, quel que soit celui qui en pâtit », ils n'ont plus qu'à se jeter dans la bagarre. Et que le meilleur gagne !

Utiliser tous les moyens, dont la "Providence"

Aux États-Unis, l'ouragan dévastateur Katrina est passé sur la Nouvelle-Orléans, avec ses terribles conséquences. C'est une tragédie. Mais c'est aussi une opportunité inespérée pour réformer radicalement le système éducatif. Naomi Klein introduit son ouvrage [\[1\]](#) sur « la montée d'un capitalisme du désastre » en montrant comment cette catastrophe naturelle a immédiatement attiré une ruée d'hommes d'affaires fortunés sur les ruines de la ville meurtrie, en partie désertée.

Alors que les digues de la ville ne sont pas encore réparées et que l'électricité fonctionne toujours mal, la réforme scolaire est entreprise au pas de charge. Profitant de la situation, usant des quelques dizaines de millions de dollars

mis à leur disposition par l'administration Bush, un plan de remplacement des écoles publiques détruites, par des écoles privées, est en place. Les 4.700 enseignants qui étaient représentés par un syndicat puissant, obstacle évident à la réforme, sont tous licenciés, et seulement quelques jeunes sont réembauchés à des salaires inférieurs. Et c'est une grande victoire comme l'exprime l'American Enterprise Institute : « Katrina a accompli en une journée... ce que les partisans de la réforme scolaire en Louisiane n'avaient pas pu réaliser depuis des années ».

Les 123 écoles publiques et 7 écoles privées d'avant Katrina sont ainsi devenues, deux ans après, 4 écoles publiques et 31 écoles privées à but le plus souvent lucratif. C'est donc un sérieux retour en arrière par rapport au "mouvement des droits civils" qui avait permis de réduire pour les Afro-Américains, les discriminations dans l'éducation.

Mais l'école n'est pas le seul service public à avoir été ainsi balayé, d'abord par l'ouragan, ensuite par la tempête libérale. Le logement social aussi en a fait les frais. Richard Baker, influent représentant républicain au Congrès, déclarait fièrement, en invoquant comme il se doit le Seigneur : « Nous avons enfin nettoyé le logement public à la Nouvelle-Orléans. Nous ne pouvions pas le faire nous-mêmes. Mais Dieu l'a fait. »

Parmi les derniers messages de Milton Friedman, économiste ultra-libéral des plus influents de l'école de Chicago durant les trois dernières décennies du 20ème siècle, retenons celui-ci : « Rien ne vaut une bonne crise ou un désastre national pour vendre des biens publics à des intérêts privés, pendant que les citoyens sont sous le choc et que leurs collectifs sont impuissants ».

Et passer enfin à la vitesse supérieure

En France, l'entreprise de démolition-reconfiguration néolibérale est passée à la vitesse supérieure après l'élection de Nicolas Sarkozy. Fasciné, comme nombre d'économistes, par un modèle américain à la Friedman, et aidé par les défaillances et renoncements de la plupart des structures politiques et syndicales réputées d'opposition, il n'attend pas l'aide d'un ouragan dévastateur pour agir :

Comme l'indique l'économiste Jean Gadrey [\[2\]](#), pour déréguler certains services publics comme, par exemple, l'enseignement universitaire, on organise d'abord son asphyxie financière. Cette forme de démolition efficace va de pair avec les réductions d'impôts qui permettent de dire ensuite que « les caisses sont vides ». On sait de quoi on parle quand on les a vidées soi-même pour les transférer dans les caisses des plus fortunés, en privant délibérément l'État de ressources.

Les services publics, ainsi mis à la diète forcée, vont de plus en plus mal. Le public les critique pour leurs défaillances. Leurs responsables, les Présidents d'université par exemple, se mettent à la recherche de solutions alternatives. Ils commencent eux-mêmes, faute de mieux, à faire payer les usagers, et de plus en plus cher. Ils rendent payants des services jusqu'alors gratuits et ils se tournent vers des financements privés, prétendant parfois, quand ils se piquent au jeu, que tout cela est finalement une bonne chose...

Mais en France, cela ne peut pas aller directement jusqu'à la privatisation des universités, vu l'invraisemblable conservatisme de ce peuple qui croit encore à une valeur aussi "archaïque" que l'égalité... Alors, à défaut, on vise, comme première étape, une "autonomie", d'abord financière, puis plus large. C'est l'élément-clé de l'introduction d'une logique de plus en plus concurrentielle entre les établissements. Les financements privés par des entreprises et des fondations viendront ensuite renforcer cette logique. Il y a fort à parier qu'ils bénéficieront essentiellement aux établissements qui sont déjà les plus cotés et les plus riches : aujourd'hui, aux États-Unis, les dons versés à une poignée d'universités d'élite dépassent le total perçu par 80 % des 800 collèges et universités du pays. La

conséquence ne s'en est pourtant pas fait attendre [3] : la situation de ces infrastructures essentielles est maintenant jugée très inquiétante et elle fait l'objet d'un constat sévère. Bill Gates lui-même déplore l'état désolant de l'éducation publique et ses conséquences néfastes sur le nombre et le niveau des scientifiques et des techniciens américains...

Quel beau modèle !

[1] Naomi Klein, La stratégie du choc, éd. Actes sud, mai 2008.

[2] Jean Gadrey : Alternatives-économiques, décembre 2007.

[3] Sylvain Cypé : Le Monde, 30 avril 2008.